

Communiqué de presse
13 octobre 2025

**Solidarité menacée : le groupe Côte-d'Or Terres d'Avenir dénonce les coupes budgétaires du
Département sur l'aide alimentaire et l'insertion**

Le groupe d'opposition de gauche au Conseil départemental, Côte-d'Or Terres d'Avenir, dénonce des coupes budgétaires incompréhensibles dans un contexte de crise sociale :

- **Une baisse de 100 000 € des subventions aux associations d'aide alimentaire,**
- **Une réduction de 400 000 € des crédits du dispositif d'aide au retour à l'emploi pour les bénéficiaires du RSA.**

Ces décisions interviennent alors que les besoins explosent sur le terrain, le taux de pauvreté est au plus haut en France depuis 30 ans, 62 000 Côte-d'Oriens vivent sous le seuil de pauvreté.

Les associations d'aide alimentaire — Restos du Cœur, Croix-Rouge, Secours populaire, Banque alimentaire — déjà en difficulté financière, font face à une hausse sans précédent des demandes.

Dans le même temps, la Côte-d'Or compte un nombre croissant de bénéficiaires du RSA, signe des difficultés persistantes rencontrées par de nombreux ménages pour retrouver un emploi stable. Réduire les crédits consacrés à leur accompagnement professionnel, c'est affaiblir leurs chances de retour à l'emploi et creuser les inégalités sociales dans notre département.

Pour le groupe Côte-d'Or Terres d'Avenir, ces baisses budgétaires envoient un signal politique très préoccupant :

« Est-ce ainsi que nous luttons contre la précarité, est-ce ainsi que nous soutenons le pouvoir d'achat, est-ce ainsi que nous incarnons la solidarité départementale, je ne le crois pas », dénonce Christophe AVENA Président du groupe.

Les élus du groupe rappellent que le Département est chef de file de l'action sociale et de l'insertion, et qu'à ce titre, il a la responsabilité morale et politique de protéger les plus fragiles, et non de réduire les dispositifs qui leur sont destinés.

Le groupe Côte-d'Or Terres d'Avenir appelle le Président du Conseil départemental à revenir sur ces décisions injustifiées, à rétablir les crédits supprimés et à ouvrir un dialogue immédiat avec les associations et acteurs de l'insertion.

Christophe AVENA
Président

Céline TONOT
Vice-Présidente